



1919-2019: le Royaume-Uni salit la Russie depuis au moins un siècle

Par [Neil Clark](#)

Mondialisation.ca, 23 juin 2019

RT

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

La Russie est dans le collimateur des puissances occidentales. La propagande tourne à plein régime. Ça vous rappelle quelque chose ? Non, je ne parle pas de 2019, mais de 1919, année où Churchill soutint l'intervention militaire contre le gouvernement russe.

Il y a un siècle, la Première Guerre Mondiale était peut-être terminée, mais le monde n'était pas en paix, loin s'en faut.

Hier comme aujourd'hui, la Russie était prise pour cible. Le régime bolchévique, instauré à la fin de l'année 1917, était sous la menace d'une intervention étrangère soutenue par l'Occident afin d'aider l'Armée blanche anti-bolchévique à reprendre le pouvoir.



Gavin Williamson

Aujourd'hui, le plus grand faucon britannique est Gavin Williamson, le secrétaire à la Défense. En 1919, c'était un certain Winston Churchill, secrétaire d'État à la guerre. Au moins, à l'époque, les titres qu'on conférait aux ministres étaient plus honnêtes et reflétaient mieux la réalité.

En mars 1919, Churchill se rendit à Paris, où se tenait la Conférence de Paix, pour réclamer toujours plus de guerre.

Ce fumeur de cigare invétéré y dénonça « la bouffonnerie du bolchévisme » et, comme le chroniqueur l'historien AJP Taylor, persuada le Conseil suprême de « tenter une intervention de grande envergure. »

Taylor décrit en détail la contribution des Britanniques à la croisade anti-bolchévique.

Des surplus de chars et des munitions de guerre britanniques d'une valeur de 100 millions

de livres furent fournis aux « Blancs ». Des volontaires combattirent aux côtés de Kolchak, le chef suprême autoproclamé de tous les Russes, en Sibérie. Quelques autres servirent aux côtés du général Dénikine dans le sud de la Russie. D'importantes forces britanniques étaient stationnées à Arkhangelsk et Mourmansk... Une force britannique occupait Bakou, et une autre était stationnée le long de la frontière russo-afghane. »

Croyez-le si vous voulez, il y avait même un bataillon sous le commandement du colonel John Ward, un ancien chef syndicaliste et député libéral-travailliste de Stoke-on-Trent. On dira ce qu'on voudra de Ward, mais au moins, il était en première ligne, contrairement à nos politiciens va-t-en-guerre et nos experts faucons tendance poule mouillée, qui se prendraient pour Usain Bolt si on les parachutait dans une zone de combat.

Au total, la politique de Churchill coûta 73 millions de livres à la Grande-Bretagne, d'après une estimation. Comme le fait remarquer Roy Jenkins, le biographe de Churchill, ce dernier « *faisait montre d'une totale incompréhension face au sentiment de lassitude des Britanniques vis-vis de la guerre... Son énergie bouillonnante faisait qu'il était rarement las, et pratiquement jamais las de la guerre.* »

Le secrétaire d'État à la guerre ne fut pas le seul à tenter de renverser le gouvernement russe. La même aspiration se retrouvait dans les positions officielles affichées par les États-Unis, la France et le Japon. Le but était de détruire le bolchévisme.

On pourrait arguer, pour défendre Churchill et les interventionnistes, que les bolchéviques eux-mêmes, et en particulier Léon Trotsky, appelaient à une révolution mondiale. Les idéaux communistes se répandaient, et en 1919, alors que les grèves et les mutineries se multipliaient dans le pays, *nombreux sont ceux qui pensaient que la Grande-Bretagne elle-même était au bord de la révolution.*

Même si on admettait qu'il s'agit d'une raison valable pour intervenir, aujourd'hui, aucune excuse de ce genre ne saurait justifier les actes hostiles de la Grande-Bretagne envers la Russie.

Il n'existe aujourd'hui aucune idéologie que le Kremlin rêverait d'exporter, à moins de considérer que le respect pour la souveraineté nationale et le droit international relève de l'idéologie. Et pourtant, la Russie est toujours dans le collimateur des Occidentaux, même si cela fait belle lurette que le Drapeau rouge ne flotte plus sur Moscou.

Cela nous montre que l'ancienne Guerre froide fut en essence une imposture. Le grand « crime » de la Russie est celui d'exister. Au cours des cent dernières années, le seul moment où les élites occidentales n'ont pas considéré la Russie comme une adversaire, ou une adversaire potentielle, fut lorsque le poivrot néo-libéral Boris Eltsine siégeait au Kremlin, distribuant les biens nationaux comme des confettis aux oligarques sponsorisés par l'Occident, et acquiesçant à la destruction de la Yougoslavie par l'OTAN.

Par contre, lorsque la Russie décide de ne pas se laisser marcher sur les pieds, comme c'est le cas depuis maintenant plusieurs années, les élites décident de ré-attiser les flammes de la Russophobie.

Méditez là-dessus : en 1919, le grand « méchant » qui « menaçait » le « monde libre » était Vladimir Lénine. En 2019, c'est Vladimir Poutine. À 3 lettres près, rien n'a changé depuis 1 siècle.

Vous rétorquerez peut-être que la situation actuelle est encore plus dangereuse qu'il y a un siècle. À l'époque, la gauche et de nombreux libéraux de gauche (à l'exception du colonel John Ward) étaient globalement opposés à une intervention. En fait, la politique de Churchill, motivée par un désir d'étrangler le bolchévisme, ne réussit qu'à attiser le sentiment révolutionnaire en Grande-Bretagne. Le parti communiste de Grande-Bretagne fut créé en juillet 1920. À cette époque, l'intervention contre les bolchéviques avait déjà pris une tournure différente : il s'agissait de soutenir la Pologne et sa campagne de conquête de l'Ukraine. Ce qui arriva ensuite montre ce que les travailleurs peuvent accomplir s'ils restent solidaires et refusent de soutenir la politique étrangère des élites.

En mai 1920, les dockers londoniens refusèrent de charger le Jolly George avec une cargaison de munitions destinées à la Pologne. Taylor nous dit que le gouvernement britannique donna son assentiment parce que la Pologne était en passe de l'emporter. Mais en juillet, les forces polonaises battaient en retraite et l'Armée rouge avançait. « Les Français étaient impatients de venir en aide à la Pologne ; Lloyd George (Premier ministre britannique), poussé par Churchill et d'autres, semblait prêt à les suivre », rapporte Taylor.

Or, les syndicats opposèrent leur veto. Des conseils d'action furent établis, une grève générale menaçait. Le gouvernement fit marche arrière. Ce fut, comme le décrit Taylor, « une glorieuse victoire ». On peut encore en tirer des leçons aujourd'hui.

Il faut reconnaître que la Russie ne jouit pas, au sein des rangs de la gauche, du capital sympathie dont elle bénéficiait en 1919.

Des faucons farouchement russophobes ont réussi à rallier les libéraux de gauche « politiquement corrects » à leur croisade obsessionnelle. Des libéraux de gauche qui accusent à tort les Russes d'être responsables du Brexit. Il est révélateur que les *fake news* du style « la Russie est responsable du Brexit » émanent des neocons.

Néanmoins, ce qu'on peut qualifier de gauche socialiste, ainsi que la droite « non interventionniste » paléo-conservatrice, savent exactement de quoi il en retourne. Même si son gouvernement n'est plus communiste, la Russie est dans la ligne de mire des puissances impérialistes. La Russie a contrecarré les plans neocon de changement de régime en Syrie. La Russie est une alliée de la république bolivarienne du Venezuela. La Russie est prise pour cible parce qu'elle n'admet pas que certaines puissances occidentales et leurs alliés s'arrogent le droit d'agir comme si le monde entier leur appartenait.

Par conséquent, la campagne de propagande contre la Russie, qui implique en GB des tentatives de censure de médias russes comme RT et Sputnik, tourne à plein régime.

Et comme en 1919, certains sont prêts à prendre de gros risques pour poursuivre leurs objectifs géopolitiques.

Dans des documents fuités provenant de l'obscur *Integrative Initiative* (qui a depuis « temporairement supprimé » toutes les archives de son site), un des big boss [recommandait](#) l'exploitation minière de Sebastopol Bay.

Quant au secrétaire à la Défense britannique Gavin Williamson, qui en mars dernier [demandait](#) à la Russie de « se casser » et de « la fermer », il a [promis](#) que de nouveaux vaisseaux de la Royal Navy seraient envoyés en mer Noire, une provocation directe envers Moscou.



Neil Clark ✓ @NeilClark66 · Dec 22, 2018



Britain sending warships to the Black Sea to 'send message to Russia'. It's the 1850s all over again. Will we have another Charge of the Light Brigade too? bbc.co.uk/news/uk-466574...



UK warship in Ukraine 'sends message to Russia'

A Royal Navy presence in the Black Sea will show solidarity with Ukraine, the defence secretary says.

bbc.co.uk



Eunice Somers

@redflag3rd

It looks like the UK is backing the USA to ramp up the next Nuclear War with Russia I wonder if any of the war mongers are willing to be on the front line Neil quick answer NO

♥ 4 12:20 PM - Dec 22, 2018



[See Eunice Somers's other Tweets](#)



Traduction du tweet : La Grande-Bretagne envoie des navires de guerre en mer Noire pour « envoyer un message à la Russie ». Retour aux années 1850. Aurons-nous droit à une nouvelle charge de la Brigade légère ?

On dirait que la GB soutient les USA dans leurs efforts pour déclencher la prochaine guerre nucléaire avec la Russie. Je me demande si les fauteurs de guerre sont prêts à être en première ligne. Neil, la réponse est : NON

Les tensions sont exacerbées, mais nous pouvons tirer des leçons de l'Histoire.

En 1919/20, le public britannique clamait « Hands off Russia » (Pas touche à la Russie) et « Non à la guerre » et saborda les plans de Churchill. En 1922, les électeurs de Dundee montrèrent ce qu'ils pensaient de sa politique en l'éliminant par la voie des urnes.

C'est une chose à laquelle Gavin Williamson et tous les autres faucons au Parlement devraient réfléchir.

Après tout, nous sommes la majorité. Ils sont la minorité.

Traduction : SOTT

<https://fr.sott.net/article/34043-1919-2019-le-Royaume-Uni-salit-la-Russie-depuis-au-moins-un-siecle>

Neil Clark est un journaliste, écrivain, animateur et blogueur. Il écrit pour de nombreux journaux et magazines britanniques et étrangers, dont *The Guardian*, *Morning Star*, *Daily et Sunday Express*, *Mail on Sunday*, *Daily Mail*, *Daily Telegraph*, *New Statesman*, *The Spectator*, *The Week*, et *The American Conservative*. Commentateur régulier sur RT, il est aussi apparu à la BBC (télé et radio), sur Sky News, Press TV et La Voix de la Russie. Il a cofondé la Campaign For Public Ownership @PublicOwnership. Son blog primé se trouve à cette adresse : www.neilclark66.blogspot.com Il tweete sur la politique et les affaires internationales @NeilClark66.

La source originale de cet article est RT
Copyright © [Neil Clark](#), RT, 2019

Articles Par : [Neil Clark](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca